

L'économiste du Togo

Le Journal des décideurs



Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC -N°0241 du Mardi 23 Février 2021 Prix: 250Fcf

Site web: www.leconomistedutogo.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Entreprises • (Page 08)

Les dividendes mondiaux ont moins chuté que prévu en 2020

Selon une étude de Janus Henderson, les deux tiers des entreprises dans le monde ont réussi à augmenter ...

Canada

Feu vert pour un fonds de bitcoins en Bourse

Les autorités canadiennes ont autorisé vendredi le lancement d'un fonds de bitcoins négocié en Bourse, le premier au monde, donnant ... • (Page 08)



Notation financière

La CRRH-UEMOA parmi les meilleurs

• Christian AGOSSA, Directeur Général de la CRRH-UEMOA



Pratiques tarifaires interdites

L'Arcep sanctionne lourdement Togo Cellulaire

BTP en Afrique

La CEA organise un webinaire pour explorer les tendances des prix

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a organisé un webinaire à l'intention ... • (Page 02)

20ème Forum économique international

Victoire Tomégah-Dogbé expose la vision du Togo de demain

La Cheffe du Gouvernement Togolais, Madame victoire Tomégah-Dogbé a pris part au 20ème Forum économique international ... • (Page 04)

« Atlas de l'Afrique AFD »

La fécondité en baisse continue depuis 40 ans

Dans son « Atlas de l'Afrique AFD » publié fin août 2020, l'Agence française de développement (AFD) interroge les dynamiques ... • (Page 06)

Environnement

Le danger des bioplastiques pas vraiment « écolo »

Les bioplastiques présentés par les industriels comme une alternative vitale à la surabondance des plastiques dans notre quotidien ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

BTP en Afrique

La CEA organise un webinaire pour explorer les tendances des prix

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a organisé à un webinaire à l'intention des médias, lundi 22 février 2021. Objectif, présenter et discuter des récents mouvements de prix dans le secteur du bâtiment africain.



● Joël YANCLO

Nul n'ignore que le secteur du bâtiment joue un rôle important dans la croissance économique d'un pays. L'analyse du secteur permet de mieux suivre sa contribution au PIB, y compris son potentiel à soutenir une réalisation plus rapide des objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 grâce au développement des infrastructures. Il aide également à concevoir des politiques et des interventions appropriées pour le développement des infrastructures et d'autres secteurs de l'économie. Le webinaire organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à l'intention des médias ce lundi 22 février 2021 a exploré les modèles et les tendances des prix dans le secteur de la construction au cours de ces dernières années : Dans quelle mesure la croissance économique a-t-elle un impact sur les variations de prix dans la construction dans les pays africains ? Les dotations naturelles des pays contri-

buent-elles à l'évolution des prix dans l'industrie du bâtiment ? Enfin, le webinaire examinera l'effet du confinement de Covid-19 sur les prix dans le secteur, y compris sur les intrants. Cette rencontre s'est faite avec Bartholomew Armah, Directeur de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance de la CEA. De son exposé, on retiendra que les infrastructures jouent un rôle clé dans le développement de chaque pays car elles profitent aux entreprises et aux ménages, élargissent les marchés, réduisent les coûts, etc., renforçant ainsi la croissance ; la construction est l'un des principaux leviers du développement des infrastructures et joue un rôle clé dans une économie - fournit des structures essentielles (infrastructures publiques et privées et logements). Le secteur de la construction a connu une croissance significative au cours de la période précédant le COVID-19 dans certains pays par rapport à d'autres secteurs, mais sa contribution à la croissance globale est minime ; cependant, la pandémie COVID19

a affecté le secteur de la construction et d'autres secteurs tels que le tourisme et la fabrication. La construction est plus dynamique dans les pays à la croissance la plus rapide (avec une croissance annuelle de plus de 5%). Il est à noter que la construction a augmenté davantage dans les économies à la croissance la plus rapide (plus de 5% par an) : Éthiopie, Mali, Djibouti, Rwanda, Côte d'Ivoire, Tanzanie, Sénégal, Togo. De nombreux pays à croissance plus modérée ont également enregistré une forte croissance dans le secteur de la construction (3 -5% de croissance par an) : Niger, Bénin, Kenya, Ouganda, Gambie, Guinée-Bissau, Égypte, Cabo Verde, DR du Congo, du Cameroun, de Madagascar. La construction est plus dynamique (plus de 5% de croissance par an) dans les pays à la croissance la plus rapide. Le secteur de la construction a connu la croissance la plus rapide (plus de 5% d'augmentation annuelle) dans les économies les plus rapides et à croissance modérée.

AUX DÉCIDEURS...

Un grand ami du Togo...

« Je me réjouis de la nomination de M. Makhtar Diop, grand ami du Togo, à la tête de la Société internationale financière Je lui adresse mes vives félicitations pour sa nomination historique au poste de Directeur Général de la SFI » a indiqué le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé sur son compte Twitter.

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a donc adressé ce 19 février 2021 ses vives et chaleureuses félicitations à Makhtar Diop porté à la tête de la Société internationale financière (SFI).

Pour rappel, avant sa nomination, M. Makhtar Diop était Vice-président de la Banque mondiale (BM) chargé des infrastructures. L'homme a contribué au renforcement du partenariat entre l'institution de Breton Wood et notre pays notamment dans les domaines des infrastructures, l'économie numérique et la formation.

Membre du groupe de la Banque mondiale, la Société internationale financière (SFI) est la plus importante institution internationale d'aide au développement dont les activités sont essentiellement consacrées au secteur privé dans les pays en développement.

Le Togo bénéficie déjà d'un accompagnement constant de la SFI dans la mise en œuvre efficace des réformes économiques en vue d'une amélioration efficiente du climat des affaires et de la stratégie nationale d'électrification. L'institution financière a ouvert ses portes à Lomé le 9 juillet 2019.

M. Diop aura pour tâches principales d'approfondir et stimuler la stratégie « 3.0 » d'IFC, dont l'objectif est de favoriser la création de nouveaux marchés et mobiliser des capitaux privés à grande échelle, et de mettre en œuvre les engagements pris au titre du programme d'augmentation du capital d'IFC, qui comprennent notamment une hausse des investissements pour le climat et pour l'égalité hommes-femmes et un soutien accru aux pays en situation de fragilité, conflit et violence.

Il aura également pour mission de renforcer les liens entre IFC, la BIRD/IDA et la MIGA, en contribuant ainsi à l'accélération des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale en vue de stimuler le développement de ses pays clients.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	Populationdata
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Notation financière

La CRRH-UEMOA parmi les meilleurs

Moody's Investors Service (Moody's), l'Agence internationale de notation, a procédé à la première notation de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) en 2020 et rendu public ses conclusions le 04 février 2021. Les notes obtenues par la CRRH-UEMOA, soumise également à une notation annuelle de l'Agence Bloomfield Investment Corporation, la confirment comme faisant partie des meilleures signatures et l'un des émetteurs les mieux notés après la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et la Banque africaine de développement (BAD).

• Junior AREDOLA

Note d'émetteur à long terme : Ba2. Note d'émetteur à long terme en monnaie locale : Ba2. Note d'émetteur à long terme en devises : Ba3. Ainsi se déclinent les performances attribuées à la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) suite à la notation effectuée par Moody's Investors Service ("Moody's"), l'Agence internationale de notation en 2020. Moody's explique les notes de la CRRH-UEMOA par la qualité élevée de ses actifs, renforcée par une organisation prudente de l'activité de refinancements, ses solides niveaux de capitalisation avec un ratio TCE (capitaux propres tangibles) sur actifs tangibles gérés (hors dette subordonnée) de 7,6% en décembre 2019, contre 7,0% en décembre 2018. Ce ratio s'améliore et s'établit à 25,4% en prenant en compte la dette subordonnée, et le profil de liquidité est solide avec un ratio de liquidité de 132% à fin 2019. Enfin, la CRRH-UEMOA a un bon adossement des échéances

des actifs à celles des passifs.

Toutefois, ces notes placent encore la CRRH-UEMOA dans la catégorie dite « Non-investment grade » ou investissements spéculatifs, à 02 échelons de la première note « Investment Grade » qui est Baa3. A titre d'exemple, la Banque Ouest Africaine de Développement est notée Baa1-, soit à quatre échelons au-dessus de la CRRH-UEMOA. Moody's estime qu'une amélioration significative de l'environnement opérationnel régional de la CRRH-UEMOA, notamment une amélioration des notations des Etats de l'UEMOA, et/ou une augmentation significative de la capitalisation et de la rentabilité de l'institution, pourraient contribuer au rehaussement des notes attribuées en 2020. En dehors de la notation Moody's en 2020, la CRRH-UEMOA est soumise depuis 2015 à une notation annuelle de l'Agence Bloomfield Investment Corporation, sur le marché financier régional. Elle lui a attribuée en juillet 2020, et pour la 3ème année consécutive, les notes à long terme à « AA+ » et



• Christian AGOSSA. Directeur Général de la CRRH-UEMOA

« A1+ » à court terme, avec une perspective stable. Ces notes confirment la CRRH-UEMOA comme l'une des meilleures signatures de l'Union, et celles de Moody's l'établissent comme l'émetteur le mieux noté de l'UEMOA après la BOAD (Baa1-) et la BAD (AAA). La CRRH-UEMOA continuera de travailler à l'amélioration des notes obtenues pour conforter la qualité

de sa signature auprès des investisseurs internationaux comme ceux de l'Union, et offrir à ses banques actionnaires des refinancements aux conditions les plus compétitives en faveur du financement des prêts à l'habitat dans l'UEMOA.

A propos de la CRRH-UEMOA

La CRRH-UEMOA a été créée le 16 juillet 2010 à

Cotonou (Bénin), avec un capital de 3,426 milliards de FCFA apporté par la BOAD et 26 banques commerciales de l'Union. Au 31 décembre 2020, ce capital social est de

9,889 milliards de FCFA, détenu à 62% par 56 banques commerciales et à 38% par 04 institutionnels (BOAD, SFI, filiale de la Banque mondiale, BIDC, et Shelter Afrique). Les fonds propres de la CRRH-UEMOA s'élèvent à date à 50,262 milliards FCFA. La CRRH-UEMOA a pour mission de mobiliser des ressources à long terme au profit de ses banques actionnaires, pour le refinancement des prêts au logement consentis à leurs clients. Son siège social est à Lomé (Togo). La CRRH-UEMOA est dirigée depuis 2010 par Monsieur Christian AGOSSA, ancien cadre dirigeant de la BOAD. Le Conseil d'Administration est présidé depuis le 1er octobre 2019 par Monsieur Younousse TOURE, ancien Premier Ministre et ancien Président de l'Assemblée Nationale du Mali. Il fut aussi Commissaire de l'UEMOA.



Commerce

L'OMC lance un concours photos sur la pandémie de COVID-19

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Cadre intégré renforcé (CIR) ont lancé un concours de photos pour montrer comment le commerce mondial soutient la reprise économique à la suite de la pandémie de COVID-19. Le gagnant sera annoncé à l'occasion du Bilan de l'Aide pour le commerce que l'OMC organisera en ligne du 23 au 25 mars 2021. Toutes les photos doivent être présentées d'ici au 3 mars 2021.

• Joël YANCLO

Le concours de photos « Négociant pendant la pandémie COVID-19 » est ouvert à toute personne de plus de 18 ans. Les photos soumises doivent montrer comment le commerce est affecté par la pandémie COVID-19 et comment le commerce contribue à la reprise économique. Les photos seront jugées par un jury composé de membres du personnel de l'OMC et du FEI et d'un photographe



professionnel, le lauréat étant annoncé lors de l'événement de bilan de l'Aide pour le commerce de l'OMC

qui se tiendra en ligne du 23 au 25 mars 2021. La photo gagnante sera présentée lors de l'événement de bilan de

l'Aide pour le commerce. Il bénéficiera également d'une visibilité mondiale sur les canaux de médias numériques et sociaux de l'OMC et du FEI avec le crédit approprié. L'événement de bilan de l'Aide pour le commerce examinera l'impact du COVID-19 sur le commerce mondial et cherchera à mobiliser le financement de l'Aide pour le commerce pour soutenir la reprise économique et favoriser la résilience. L'événement examinera également

les besoins commerciaux des pays en développement et des pays les moins avancés face à la pandémie. L'Aide pour le commerce facilite les échanges des pays en développement, et en particulier des pays les moins avancés. Beaucoup de pays en développement se heurtent à diverses contraintes sur le plan de l'offre et de l'infrastructure commerciale, qui limitent leur capacité de prendre part aux échanges internationaux. L'initiative de

l'Aide pour le commerce, pilotée par l'OMC, encourage les gouvernements des pays en développement et les donateurs à reconnaître le rôle que le commerce peut jouer dans le développement. En particulier, elle vise à mobiliser des ressources pour remédier aux contraintes liées au commerce identifiées par les pays en développement et les pays les moins avancés.

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	Populationdata
Superficie : 56 600 km ²	Banque mondiale
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Populationdata
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	BAD
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	CCI
Smig : 35 000 FCFA (2012)	Fonctionpublique
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	COFACE
Risque pays (Coface) : C	INSEED
Taux de scolarisation : 83%	

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	Populationdata
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	Populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

20ème Forum économique international

Victoire Tomégah-Dogbé expose la vision du Togo de demain

La Cheffe du Gouvernement Togolais, Madame victoire Tomégah-Dogbé a pris part au 20ème Forum économique international sur l'Afrique organisé par le Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de développement économique (OCDE) ce lundi 22 février 2021 en visioconférence.



• Bernard AFAWOUBO

Initialement prévu pour se tenir à Dakar au Sénégal, le 20ème Forum économique international s'est déroulé en mode virtuel à cause de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Plusieurs personnalités de haut parmi lesquelles les Chefs d'Etat du Sénégal et de Madagascar ont part à cet événement. Le Togo a été représentée par la Cheffe du Gouvernement Madame Victoire Tomégah-Dogbé. A l'entame des travaux, la cheffe du gouvernement a exposé au monde, la vision du Togo pour "investir pour une relance durable en Afrique", ainsi que l'indique le thème choisi. « Nous avons décidé de placer l'être humain au centre de toute action en commençant par la préservation de sa santé », a notamment indiqué

Victoire Dogbé. Au cours de ce forum, la Cheffe du Gouvernement est revenue sur les initiatives prises par le gouvernement togolais, qui, fort des leçons apprises de la pandémie, a défini les piliers de la relance togolaise en l'adaptant à la nouvelle feuille de route quinquennale. Renforcement de l'inclusion et de la résilience des populations, consolidation de la paix et de l'harmonie sociale, réduction des inégalités ou encore autonomisation, constituent notamment les maîtres-mots de la vision du Togo de demain, voire de l'Afrique. Elle a en outre expliqué que c'est dans ce sens que les autorités togolaises s'attendent à mettre en place des politiques sociales avec l'effectivité prochaine de l'assurance maladie universelle, du système d'iden-

tification biométrique pour un meilleur ciblage des interventions, et des transferts monétaires. Par ailleurs, la Cheffe du Gouvernement a indiqué que dans le même temps, le système éducatif et l'insertion professionnelle sont repensés, afin de les adapter aux besoins du pays. Et pour le Togo qui ambitionne de devenir l'un des pays les plus connectés du continent via la fibre optique, la digitalisation des services est devenue impérative. En atteste l'une des dernières décisions prises par le gouvernement à l'endroit des services de génie civil. En conclusion, Madame Victoire Tomégah-Dogbé a signifié que pour réussir cette relance, il faudra faire preuve d'anticipation, d'agilité et de flexibilité.

Economie maritime

Le Togo se dote de stations météorologiques marines modernes

Le Togo renforce un peu plus son dispositif dans le secteur de l'économie maritime. Avec l'inauguration de trois nouvelles stations météorologiques marines de dernière génération, jeudi 18 février 2021, apprend-on de source officielle.

• Vivien ATAKPABEM

D'un coût global de 348 millions FCFA, ces ouvrages ont été acquis grâce à un appui du Pnud et sont installés au Port autonome de Lomé, à Kpémé et au poste des douanes de Kodjoviakopé. Ces équipements, auxquels s'ajoutent deux courantomètres (pour mesurer

la vitesse d'écoulement de l'eau), doivent contribuer à l'amélioration de la qualité des services maritimes, avec des retombées sur les plans économique, sécuritaire, environnemental et de la recherche. « Les outils permettront de disposer de données sur l'état de la mer et l'environnement marin et

côtier, pour faciliter la navigation maritime, améliorer les activités de la pêche, la recherche et le sauvetage en mer, ou encore la résilience des populations et des écosystèmes de la zone côtière », a expliqué le représentant du Pnud, Aliou Dia. Plusieurs membres du gouvernement ont pris part à la cérémonie.



Finance

La fintech française Particeep à la conquête de marchés africains

Dans le cadre de son plan stratégique de développement et grâce à son partenaire et nouvel actionnaire Sopra Steria, l'entreprise de distribution de produits et services financiers en ligne, Particeep accélère son déploiement en Afrique où elle est déjà présente.

Particeep, une plateforme française de distribution en ligne de produits de placement, bancaires et d'assurance destinée aux acteurs et institutions financières, a réalisé une levée de 2 millions d'euros (2,4 millions \$) auprès du fonds européen Truffle Capital spécialisé dans les fintechs, et de l'entreprise française de services numériques Sopra Steria. Steve Fogue, l'un des cofondateurs et CEO de Particeep a commenté cette opération. « La démocratisation de la distribution de services financiers sur des plateformes est en marche. Particeep pourra se positionner comme un acteur de référence de cette transition digitale avec le soutien de nouveaux actionnaires [...] Nous nous réjouissons de cette alliance stratégique avec Sopra Steria et Truffle Capital qui nous permettra d'accélérer le déploiement international de nos solutions », a-t-il déclaré. Cette prise de participation



s'inscrit dans le cadre d'un plan stratégique mis sur pied par Particeep et à travers lequel l'entreprise poursuivra et financera sa croissance, son développement et ses innovations technologiques sur les années à venir. Présente en France, aux Etats-Unis, au Portugal et au Luxembourg, la fintech cofondée en 2013 par Steve Fogue, Adrien Crovetto et David Dumont revendique pour le compte de 2020, « l'enregistrement d'un volume de souscriptions de plus de 500 millions d'euros, en hausse de 70 % par rap-

port à 2019 ». Sopra Steria, le nouvel actionnaire va intégrer Particeep à son réseau de 1500 institutions financières partenaires, et accélérer sa conquête commerciale des marchés africains, mais aussi américains, européens et asiatiques. Pour le cas spécifique de l'Afrique, les pays ciblés ne sont pas été communiqués. Toutefois, on sait que la fintech est présente en Afrique du Nord (au Maroc) et en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal).

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Pratiques tarifaires interdites

L'Arcep sanctionne lourdement Togo Cellulaire

Au Togo, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, (Arcep) a prononcé, lundi 22 février 2021, une amende d'un peu plus d'un milliard 1 009 564 325) FCFA, à l'encontre de la société de téléphonie mobile Togo Cellulaire pour « pour pratiques tarifaires interdites ».

COMMUNIQUE DE PRESSE



L'ARCEP inflige une amende d'un milliard de francs CFA à Togo Cellulaire pour pratiques tarifaires interdites

LOME, Togo, le 22 février 2021

Au terme d'une procédure de sanction pour violation du principe de non-différenciation des tarifs des communications « on-net » (intra-réseau) et « off-net » (inter réseau), le Comité de Direction de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) vient de prononcer une amende d'un milliard neuf millions cinq cent soixante-quatre mille trois cent vingt-cinq (1 009 564 325) francs CFA à l'encontre de Togo Cellulaire (groupe Togocom).

Il est en outre enjoint à Togo Cellulaire de cesser cette pratique anticoncurrentielle dans un délai de vingt-quatre (24) heures, sous astreinte de la somme de cinquante millions (50 000 000) francs CFA par jour de retard.

La Décision n°2021-001/ARCEP/CD du Comité de Direction de l'ARCEP a été notifiée à Togo Cellulaire le 19 février 2021 et prend effet à compter de cette même date.

Cette sanction fait suite aux mises en demeure adressées le 9 novembre 2020 à Togo Cellulaire et à Moov Africa Togo, aux fins de cessation immédiate de la différenciation tarifaire on-net/off-net interdite dans leurs cahiers de charges, sous quarante-huit (48) heures. Alors que son concurrent Moov Africa Togo s'est conformé à l'injonction en rendant toutes ses offres tarifaires « tous réseaux » dans le délai imparti, Togo Cellulaire s'est limité à l'alignement de ses tarifs de base, tout en continuant la différenciation tarifaire à travers ses offres « forfaits », et ce, malgré de multiples relances de l'ARCEP.

Le refus de Togo Cellulaire d'obtempérer depuis plusieurs mois, porte gravement atteinte non seulement aux efforts de création des conditions d'une concurrence saine et équitable sur le marché mais également aux droits des consommateurs.

<https://arcep.tg/wp-content/uploads/2021/02/Decision-n°2021-001-ARCEP-CD-portant-sanction-de-Togo-Cellulaire-pour-pratique-de-differenciation-tarifaire.pdf>



4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP - BP 358 Lomé, Togo
Tél: +228 22 23 63 80 - Fax: +228 22 23 63 94 - www.arcep.tg - E-mail: arcep@arcep.tg

« Atlas de l'Afrique AFD »

La fécondité en baisse continue depuis 40 ans

Dans son « Atlas de l'Afrique AFD » publié fin août 2020, l'Agence française de développement (AFD) interroge les dynamiques en cours sur le continent. Zoom sur l'évolution de la fécondité en Afrique, où le nombre d'enfants par femme baisse depuis 40 ans.



● Nicole ESSO

Le taux de fécondité est une statistique complexe. En Afrique, il reste à un niveau élevé : 4,5 enfants par femme en 2017, soit le taux le plus élevé de tous les continents. Mais cela ne l'empêche pas de baisser depuis plus de 30 ans. En effet, entre 1980 et 2017, le taux de fécondité est passé de 6,6 à 4,5 enfants par femme en moyenne sur le continent africain. Et ce taux diminue dans toutes les régions. Au Sahel par exemple, la région avec les indices de fécondité les plus élevés, le nombre d'enfants par femme est passé de 7 à 5,7 depuis 1980. La chute la plus spectaculaire concerne l'Afrique du Nord, où le taux a été divisé par deux en 37 ans, passant de 6 à 3 enfants par femme. L'Afrique australe et les pays de l'océan Indien poursuivent leur transition démographique avec un taux de fécondité actuel de 4 enfants par femme, et une tendance toujours à la baisse. Si la croissance de la population africaine est plus élevée que dans le reste du monde, la diminution du taux de croissance démographique – le rythme de progression de la population – est déjà engagée. Cette baisse s'effectue en revanche à un rythme légèrement plus lent, jusqu'à

présent, par rapport à ce qui est observé dans d'autres régions du monde. « C'est une baisse tendancielle que les autres continents ont aussi connue depuis deux siècles. Plusieurs facteurs permettent de l'expliquer. Tout d'abord, l'augmentation de la part de la population qui habite en ville : les citadins ont moins d'enfants que les autres parce qu'ils vivent dans des logements plus petits, parce qu'ils ont un comportement plus consumériste et qu'ils peuvent moins se reposer sur une communauté qu'à la campagne. Ensuite, il y a l'évolution de l'emploi des femmes : celles-ci travaillent davantage dans des endroits qui ne leur permettent pas d'emmener leurs enfants, contrairement au travail aux champs par exemple. Il y a aussi la progression de l'éducation des jeunes filles : les filles instruites ont une meilleure compréhension de leurs droits en matière de contraception et de ce que cela peut signifier pour leur autonomisation économique et sociale. Enfin, il y a la réduction de la différence d'âge entre les conjoints : elle implique un partage plus grand de valeurs modernes, et donc une aspiration plus faible à avoir beaucoup d'enfants. En Afrique du Nord, la baisse du taux de natalité est également

due à des politiques volontaristes de planning familial, couplées à des réformes du droit privé de la famille – extension du droit des femmes, divorce... – ayant entraîné une plus grande autonomisation des choix reproductifs des femmes. Cela dit, la baisse du nombre d'enfants par femme n'empêche pas la population de poursuivre son augmentation en Afrique, puisque le taux de fécondité reste élevé. La question est aujourd'hui de savoir s'il est possible d'accélérer la baisse de la fécondité. Comme il n'est pas acceptable de limiter le nombre d'enfant par femme de manière coercitive – politique de l'enfant unique en Chine – ou autoritaire – stérilisations de masse en Inde – on privilégie plutôt une double action : sur la demande, en faisant évoluer les normes natalistes, et sur l'offre en matière de contraception en améliorant l'accès à l'information, aux produits et aux services. Autant d'éléments qui devraient participer à freiner l'accroissement démographique du continent. »

Investissement automobile

Protocole d'accord entre Afreximbank et AAAM

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et l'Association africaine des constructeurs automobiles (AAAM) ont signé jeudi 18 février, un protocole d'accord (MoU) pour le financement et la promotion de l'industrie automobile en Afrique.

Le partenariat permettra de stimuler les chaînes de valeur automobiles régionales et le financement de l'industrie automobile tout en soutenant l'élaboration de politiques favorables, d'assistance technique et d'initiatives de renforcement des capacités. Elle offrira également à la banque la mise en œuvre de son programme automobile. Le protocole d'accord prévoit aussi un soutien au déve-

loppement de politiques et de stratégies automobiles nationales, régionales et continentales cohérentes, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAF, le développement de politiques et de stratégies automobiles nationales, régionales et continentales cohérentes. « La signature du protocole d'accord avec Afreximbank est une étape importante pour le développement de l'indus-

trie automobile en Afrique. Lors du Digital Africa Auto Forum 2020, le manque de financement abordable disponible pour le secteur automobile a été identifié comme l'un des principaux freins à la croissance et au développement de l'industrie automobile en Afrique et le fait d'avoir Afreximbank à bord change la donne et est extrêmement positif développement », a commenté David.

Avec financialafrik.com

Présidence en exercice de l'OHADA

Le Président Bah N'DAW aux commandes !

Les attributs de la présidence de l'OHADA lui ont été remis ce jeudi 18 février 2021 lors de l'audience que le Chef de l'Etat a accordée au Ministre de la Justice des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux M. Mohamed Sida DICKO accompagné du Secrétaire permanent de l'OHADA au Mali Pr. Emmanuel Sibidi DARANKOUM et son staff.



Au cours de l'audience le Ministre en charge de la Justice, non moins Président entrant du Conseil des Ministres de l'OHADA, a remis au Président N'DAW lesdits attributs composés du drapeau OHADA, du drapelet, du maillot et son accessoire. Le Secrétaire Permanent de l'OHADA Pr. Emmanuel Sibidi DARANKOUM a félicité le Président de la Transition et placé la présidence du Mali sous le signe de la

Renaissance. Il s'agira pour le Mali d'œuvrer à relever les défis de l'heure, notamment l'harmonisation des efforts pour bâtir le futur aussi bien au Mali, dans l'espace G5 Sahel que dans celui de l'OHADA et du continent africain. Le Président N'DAW s'est dit honoré par la marque de confiance et a réitéré sa disponibilité à accompagner toutes les activités de l'OHADA. La vision étant de dynamiser davantage les organes de l'Organisation, à

travers de nouvelles réformes ambitieuses et une feuille de route. Rappelons que le Mali succède à la Guinée Equatoriale par ordre alphabétique. La cérémonie de passation de la Présidence de l'Organisation a eu lieu à Bamako au CICB le 11 février dernier. L'OHADA compte 17 pays membres et a pour objectif principal de sécuriser les investissements en Afrique en proposant un cadre juridique commun dans le domaine économique et du droit des affaires.

Avec OHADA

Filière anacarde

Le Nigeria reçoit le soutien de l'USDA

Au Nigeria, l'industrie de la noix de cajou fait partie des principales contributrices aux recettes d'exportation. Si le secteur dispose d'un potentiel certain de croissance, il traverse depuis quelques années, une phase de stagnation. Une situation que l'exécutif essaie de débloquer.

Au Nigeria, le gouvernement a signé un mémorandum d'entente avec le Département américain de l'agriculture (USDA) afin de stimuler sa filière noix de cajou. Dans les détails, cette entente permettra au géant d'Afrique de l'Ouest de bénéficier du projet « West-Africa PRO-Cashew » qui sera mis en œuvre par la Cultivating New Frontiers in Agriculture (CNFA), une organisation internationale de développement active dans la conception d'initiatives agricoles durables. Le projet qui s'étendra sur une période de 5 ans vise à augmenter la production d'anacarde et à accroître la capacité de transformation de la noix. Il ambitionne notamment de faire passer la récolte de 260 000 tonnes actuellement à 350 000 tonnes d'ici 2023 surtout grâce à une hausse

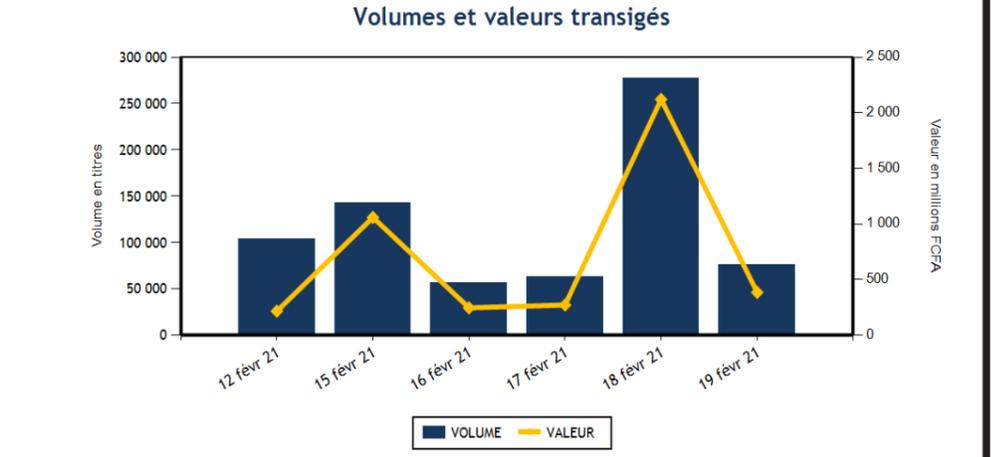
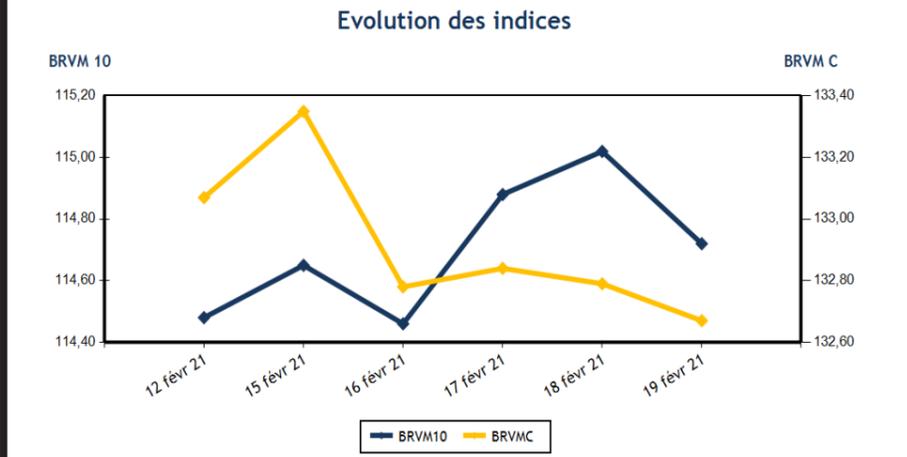


des rendements et porter la part de la transformation à 35 % de la production à cette échéance. Dans cette optique, la CNFA devrait nouer un partenariat public-privé avec les agrocommerçants et les fournisseurs d'intrants et travailler de concert avec les organisations de producteurs ainsi que les entreprises de services pour renforcer la chaîne de valeur de l'anacarde. Au Nigeria, la culture

de la noix de cajou est réalisée dans 19 Etats sur plus de 100 000 hectares. Dans le pays, 6e producteur mondial de la matière première, l'exportation du produit génère annuellement plus de 100 millions \$. Pour rappel, le projet « West-Africa PRO-Cashew » est également déployé au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	114,72	 BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE N° 35 vendredi 19 février 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	132,67
Variation Jour	↓ -0,26 %		Variation Jour	↓ -0,09 %
Variation annuelle	↓ -12,35 %		Variation annuelle	↓ -8,74 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 992 611 850 456	-0,09 %
Volume échangé (Actions & Droits)	74 900	-40,62 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	377 348 510	-41,31 %
Nombre de titres transigés	37	0,00 %
Nombre de titres en hausse	10	-9,09 %
Nombre de titres en baisse	12	-14,29 %
Nombre de titres inchangés	15	25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 282 513 091 204	0,04 %
Volume échangé	800	-99,47 %
Valeur transigée (FCFA)	7 611 111	-99,48 %
Nombre de titres transigés	2	-77,78 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-83,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	3 605	7,45 %	17,05 %
BERNABE CI (BNBC)	610	7,02 %	1,67 %
SAPH CI (SPHC)	1 800	5,88 %	28,57 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 670	3,29 %	-1,11 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	205	2,50 %	10,81 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 565	-7,40 %	-40,58 %
SETAO CI (STAC)	280	-6,67 %	0,00 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 220	-6,15 %	8,44 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	550	-5,17 %	10,00 %
PALM CI (PALC)	3 250	-4,41 %	44,44 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	38,85	0,91 %	7,17 %	3 019	1 398 675	74,75
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	358,82	0,01 %	-12,58 %	26 285	282 868 285	8,55
BRVM - FINANCES	15	54,88	-0,25 %	-8,52 %	34 214	84 228 295	6,19
BRVM - TRANSPORT	2	353,64	0,00 %	-6,61 %	706	1 011 170	6,23
BRVM - AGRICULTURE	5	104,29	-0,22 %	20,51 %	4 726	4 481 935	8,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	194,32	-0,06 %	-14,18 %	3 960	2 793 250	11,96
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	345,49	-6,66 %	0,00 %	1 990	566 900	4,35
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,66	
Taux de rendement moyen du marché	8,26	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,35	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	87	
Volume moyen annuel par séance	162 293,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 008 917 329,95	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,98	
Ratio moyen de satisfaction	15,16	
Ratio moyen de tendance	1 551,95	
Ratio moyen de couverture	6,44	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-1,54	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BENIN Avenue Charles de Gaulle Cotonou BP 2805 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 820 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 3802 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 55 90 Fax : (225) 20 32 47 77	 GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau, Avenue Pinau Nalima CP 88 Bissau Tél : (463) 328 16 52 Fax : (463) 328 16 02	 MALI Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handakaya B.P. E. 1390 - Bamako Tél : (223) 44 98 18 10 Fax : (223) 44 98 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la coopération BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 66 92 Fax : (227) 20 73 66 47	 SENEGAL 7, rue Jean Mérimée BP 6006 Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06	 TOGO 4691, Boulevard G. GNANSSINGBE Eyadéma, Immeuble 022 Togo BP 3262 Lomé Tél : (228) 22 81 23 16 Fax : (228) 22 26 24 41
---	--	---	--	---	--	--	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Entreprises

Les dividendes mondiaux ont moins chuté que prévu en 2020

Selon une étude de Janus Henderson, les deux tiers des entreprises dans le monde ont réussi à augmenter ou maintenir leurs dividendes. L'impact de la pandémie a été moins sévère que la crise financière mondiale de 2008.



Les dividendes mondiaux ont baissé de 12,2% en 2020 pour atteindre 1255 milliards de dollars (environ 1129 milliards de francs), une chute toutefois moins forte qu'attendu grâce à un quatrième trimestre salvateur, selon une étude publiée lundi. Malgré le contexte sanitaire, les deux tiers des entreprises dans le monde ont réussi à augmenter ou maintenir leurs dividendes, indique le rapport du gestionnaire d'actifs Janus Henderson. Une société sur huit a néanmoins complètement annulé ses dividendes et une sur cinq les a réduits. «L'impact de la pandémie sur les dividendes a suivi la tendance d'une récession classique et son incidence a été, à l'échelle internationale, moins sévère que les suites de la crise financière mondiale» de 2008, pointe l'étude. Sur le seul quatrième trimestre, les dividendes mondiaux ont

diminué (-9,4%) moins fortement que prévu, plusieurs sociétés ayant notamment rétabli intégralement ou partiellement leur versement. D'importants écarts ont été constatés d'une région à l'autre et entre les différents secteurs d'activité.

La Suisse s'en sort bien

Ainsi, en Amérique du Nord, les dividendes ont augmenté de 2,6% pour atteindre «un nouveau record» (546 milliards de dollars (environ 492 milliards de francs), soit quasiment la moitié du total mondial) en 2020, notamment parce que les sociétés ont protégé leurs dividendes en suspendant ou en réduisant, à la place, les rachats d'actions, explique l'étude. Le géant américain des logiciels Microsoft est devenu le plus important payeur de dividendes au monde en 2020. La Chine, Hong Kong et la

Suisse ont également tiré leur épingle du jeu tandis que la moitié des réductions de dividendes dans le monde en 2020 a concerné l'Europe. Et pour cause: à la demande des régulateurs en 2020, le secteur bancaire européen avait dû stopper un temps la distribution de dividendes. La même interdiction avait été faite au Royaume-Uni.

Hausse de 5% en 2021?

Ainsi, les banques ont représenté, en valeur, un tiers des réductions de dividendes à l'échelle internationale, trois fois plus que les producteurs de pétrole, le deuxième secteur le plus affecté. A contrario, les sociétés dites «défensives» telles que celles de la distribution alimentaire, les sociétés pharmaceutiques et de produits de soin ont «bien résisté». La France est, avec l'Espagne, le pays qui a le plus annulé le versement de dividendes l'année dernière, principalement en raison des banques. Pour 2021, Janus Henderson estime que les dividendes devraient reprendre «à partir du mois d'avril» et prévoit dans son scénario le plus optimiste une hausse des dividendes mondiaux allant jusqu'à 5%, à 1320 milliards de dollars (environ 1187 milliards de francs). Son scénario le plus pessimiste envisage en revanche une baisse d'environ 2%.

(AFP)

Coronavirus

Le luxe limite la casse durant la crise

Malgré la fermeture des magasins et l'arrêt du tourisme, la chute des ventes des marques de luxe est amortie en 2020 notamment grâce à la reprise en Chine, mais aussi aux achats d'Européens privés de restaurants et de voyages.

L'an dernier, le numéro un mondial du luxe LVMH a réussi à contenir à 17% le repli de son chiffre d'affaires, engrangeant 44,6 milliards d'euros. Kering affiche également une baisse de 17,4% avec 13,4 milliards d'euros, tandis qu'Hermès a limité le recul de ses ventes à 7,2% pour un total de 6,38 milliards. Ce trio français a bénéficié d'une reprise au second semestre, tout comme le Suisse Richemont (propriétaire de la maison Cartier) qui a annoncé un chiffre d'affaires de 4,1 milliards d'euros au cours du dernier trimestre de l'année, en hausse de 1%. Tous s'accordent à reconnaître que la reprise en Asie en deuxième partie d'année, ajoutée au succès des ventes en ligne, a été un moteur de cette embellie.

Hausse de 80% pour Richemont

«L'économie chinoise est repartie la première et le plus fort», reconnaît Arnaud Cadart, gérant de portefeuille chez Flornoy et Associés, «les consommateurs chinois avaient envie de se faire plaisir, ils avaient eu un nouvel an chinois raté en 2020, il y a eu aussi un effet de rattrapage». Ainsi, LVMH a réalisé 34% de ses ventes en Asie (hors Japon) l'an dernier (contre 30% en 2019) et Kering 38% (contre 34%). Pour le seul quatrième trimestre, Richemont a vu ses ventes rebondir de 21% dans cette région, sur fond de hausse de 80% de ses recettes en Chine. Quant à Hermès, il a salué «un excellent 4e trimestre» en Asie (+47%).

«Vuitton a pris sa revanche»

«La Chine n'est pas le seul facteur en 2020», estime cependant Arnaud Cadart. En Europe, les cadres supérieurs

(AFP)

Canada

Feu vert pour un fonds de bitcoins en Bourse

Les autorités canadiennes ont autorisé vendredi le lancement d'un fonds de bitcoins négocié en Bourse, le premier au monde, donnant ainsi aux investisseurs un plus grand accès à cette cryptomonnaie.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO), gendarme de la Bourse de Toronto, a donné son feu vert au lancement de ce fonds indicel proposé par la société Purpose Investments. Le fonds doit entrer à la cotation à la Bourse de Toronto «dès la semaine prochaine» sous le sigle BTCC, a précisé un porte-parole de la Commission à l'AFP. «Ce fonds négocié en Bourse sera le premier au monde à investir directement dans des bitcoins» adossés physiquement, «et non pas sur des dérivés, offrant aux investisseurs un accès facile et efficace à la catégorie d'actifs émergente de la cryptomonnaie sans le risque lié à l'autodétention dans un portefeuille numérique», a expliqué de son côté la société Purpose Investments dans un communiqué. La plateforme de cryptomonnaies Gemini sera le sous-dépositaire des bitcoins et le Canadien CIBC Mellon en sera l'administrateur.

Monnaie volatile

Créée par des anonymes et gérée par un réseau décentralisé, la monnaie virtuelle est particulièrement volatile. Aucune grande banque centrale ne reconnaît le bitcoin comme une monnaie à part

Jeux vidéo

Fortnite porte plainte contre Apple aussi en Europe

Epic Games, l'éditeur du jeu vidéo Fortnite, a annoncé ce mercredi avoir déposé une plainte contre Apple, auprès de la Commission européenne, pour abus de position dominante.

Epic Games, l'éditeur du célèbre jeu vidéo Fortnite, a annoncé ce mercredi avoir déposé une plainte contre Apple, auprès de la Commission européenne, pour abus de position dominante dans la distribution et les systèmes de paiement des applications mobiles. Cette plainte «vient compléter» d'autres procédures juridiques lancées par l'entreprise aux Etats-Unis, en Australie et au Royaume-Uni, a rappelé Epic Games, dans un communiqué.

«Avenir des plateformes en jeu»

L'éditeur du jeu de tir et de survie Fortnite accuse Apple de contraindre les développeurs d'applications à distribuer leurs produits exclusivement via sa propre plateforme App Store et à utiliser uniquement les systèmes de paiement du fabricant de l'iPhone, au prix de commissions qui peuvent atteindre 30% des recettes. «C'est l'avenir même des



entière. Né en 2009, le bitcoin ne valait quasiment rien au départ, mais a dépassé cette semaine les 45'000 dollars (40'000 francs), propulsé par l'annonce d'un investissement massif de 1,5 milliard de dollars dans la première cryptomonnaie par Tesla, qui compte également l'accepter comme moyen de paiement. Des sociétés américaines et canadiennes avaient tenté ces dernières années de lancer des fonds semblables, mais sans succès. Plusieurs d'entre elles ont déposé ces dernières semaines des prospectus préliminaires auprès des gendarmes boursiers au Canada et aux Etats-Unis en vue d'une introduction en Bourse. Le patron de Twitter et Jay Z veulent faire du bitcoin la monnaie d'internet. Jack Dorsey, le fondateur de Twitter, a annoncé vendre-

di la création avec le rappeur Jay Z d'une fondation pour financer le développement du bitcoin comme «devise d'internet». «Jay-Z et moi allons donner 500 bitcoins à nouvelle dotation nommée Btrust pour financer le développement du bitcoin, qui sera initialement concentré sur des équipes en Afrique et en Inde», a tweeté Jack Dorsey, également patron de Square, une société de services de paiements. «Ce sera une fiducie sans droit de regard, qui ne recevra aucune directive de notre part», a-t-il précisé, avant de renvoyer vers un lien pour des candidatures aux trois premiers postes de membres du conseil. Selon la page de candidature, la mission de Btrust sera de «faire du bitcoin la devise d'internet».

(AFP)

plateformes mobiles qui est en jeu», a déclaré Tim Sweeney, le fondateur et PDG d'Epic Games, cité dans le communiqué. «Les consommateurs ont le droit d'installer des applications à partir des sources de leur choix et les développeurs ont le droit d'être en compétition dans un marché équitable», a-t-il ajouté, dénonçant «des prix excessifs» pour les consommateurs causés par le manque de concurrence. Epic Games avait tenté en août 2020 de contourner la technologie de paiement d'iOS, le système d'exploitation d'Apple. Le groupe de Cupertino (Californie) avait aussitôt retiré Fortnite de l'App Store, constatant une rupture des règles du contrat liant les deux entreprises.

Spotify aussi dans le viseur

Comme d'autres développeurs, l'éditeur de jeux vidéo a poursuivi Apple aux Etats-Unis pour pratiques anticoncurrentielles. Le fa-

bricant à la pomme défend son écosystème fermé par la volonté de protéger la sécurité des données d'utilisateurs. Apple était déjà dans le viseur de la Commission européenne, qui a ouvert plusieurs enquêtes contre le groupe, dont une consécutive à une plainte du numéro un mondial du streaming musical, le suédois Spotify, pour abus de position dominante sur le marché de la musique en ligne. En attaquant à son tour auprès de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne, Epic demande à Bruxelles «de remédier au comportement anticoncurrentiel d'Apple en imposant des mesures correctives rapides et efficaces». Apple et les autres géants américains de la tech (Google, Facebook, Amazon et Microsoft), sont par ailleurs visés en Europe par un projet de nouvelle législation, le Règlement sur les marchés numériques (Digital Markets Act, DMA) qui entend limiter leur toute-puissance.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Le pronostic est très réjouissant ! Il semble que l'argent cherchera à entrer dans votre escarcelle comme l'eau cherche à couler vers le bas, sans que vous ayez à faire quoi que ce soit de spécial pour provoquer l'événement.

Taureau Le secteur d'argent sera dans l'ensemble assez stable. Saturne, planète de restriction, ne vous permettra malheureusement pas d'espérer des coups de chance inattendus. Mais comme il sera assez neutre, il ne vous vaudra en principe pas de problèmes.

Gémeaux Saturne en cet aspect jouera positivement. Attention, ne rêvez pas : cette planète ne vous promet pas de gagner au Loto ! Mais elle vous incitera à gérer sagement votre budget. Les mieux organisés pourront même mettre un peu d'argent de côté et le placer intelligemment.

Cancer Le climat lunaire vous donnera une sorte de sixième sens. Vous flairerez des affaires très intéressantes, et vous ne perdrez pas une minute pour les saisir au vol. Attention cependant aux jaloux !

Lion La journée semble très calme sur le plan pécuniaire. Il faudra toutefois vous méfier de Mars. Cette planète n'est pas négative par nature ; elle va même réveiller votre envie d'améliorer votre équilibre financier, ce qui est évidemment une bonne chose. Mais attention, Mars peut aussi, dans le même mouvement, décupler votre envie d'achats. Il vous faudra donc veiller de très près à ne pas dépasser vos limites.

Vierge Profitez de cet aspect de Mercure pour mettre de l'ordre dans vos comptes, rencontrer votre banquier, réorganiser vos placements ou regrouper vos emprunts : des solutions rentables seront à portée de votre main.

Balance L'argent et les biens temporels vont être au centre de vos préoccupations aujourd'hui. Cela n'est pas mauvais s'il ne devient pas une habitude de vie. Votre action peut se révéler féconde. Mais ne perdez pas de vue le fait que le bien-être matériel n'est que la dernière composante du vrai bonheur, et surtout n'oubliez pas de prendre le temps de vivre aujourd'hui.

Scorpion Uranus en cet aspect risque de provoquer des contretemps imprévus sur le plan financier. Comme toujours lorsque Uranus est en jeu, il est difficile de prévoir ce qui peut se passer, car cette planète est le maître des surprises et des imprévus. Un seul conseil : restez attentif et prêt à réagir sans attendre au moindre événement perturbant.

Sagittaire Cet aspect de Neptune pourra vous jouer des tours aujourd'hui. Ce ne sera pas le moment de prendre des risques sur le plan financier. Fuyez les achats ruineux, et remettez à plus tard les décisions de placements ou d'investissements. Ainsi vous éviterez des ennuis.

Capricorne Financièrement, vous bénéficierez d'une trêve appréciable grâce au bon climat astral général. Mais Uranus, lui, vous donnera des envies d'achat presque irrésistibles. Modérez vos ardeurs !

Verseau Bonne chance financière grâce aux influx de Saturne. Vous aurez la possibilité de réaliser d'excellentes transactions. Vous pourrez aussi consolider votre situation matérielle en envisageant des placements sûrs.

Poissons Vous ne comprendrez pas pourquoi, mais l'argent vous filera entre les doigts. Vous ne ferez pourtant pas de dépenses somptuaires, et pourtant votre compte affichera toujours aussi peu de réserves. L'explication sera certainement à trouver dans le retour de Neptune. Cette planète a le don de réduire à néant les efforts entrepris de longue date. Alors, méfiez-vous des dettes oubliées, vos créanciers ne manqueront pas de se manifester !

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
+228 96 26 05 15

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

Environnement

Le danger des bioplastiques pas vraiment « écolo »

Les bioplastiques présentés par les industriels comme une alternative vitale à la surabondance des plastiques dans notre quotidien portent en eux-mêmes le risque d'un nouveau désastre écologique, a-t-on appris du directeur général d' Africa Global Recycling (AGR), Edem d'Almeida, invité lors d'une émission dans un média de la place.



● IMG VTG/AGR

Le premier responsable d' Africa Global Recycling, spécialisée dans le tri des déchets, a touché du doigt le mythe du bioplastique en indiquant que le plastique, quelle que soit sa forme, n'est pratiquement pas recyclé dans les faits. En effet, le plastique ne se recycle le plus souvent qu'un nombre limité de fois, une partie qualitative étant perdue à chaque cycle. Ainsi, sur une échelle de temps long, le plastique jetable finit toujours sa course dans les incinérateurs, donc dans l'atmosphère sous forme de CO₂, ou bien dans les décharges ou les océans. D'origine fossile dans la plupart des cas, il n'est pas durable par définition et participe à la destruction du vivant en particulier sous sa forme à usage unique. Il est donc logique de voir les industriels inventer de

nouveaux plastiques, avec un aspect « écolo » voire naturel. Et c'est vrai, produire un plastique non-pétrochimique semble pouvoir résoudre le problème des plastiques synthétiques qui polluent les milieux naturels, puisqu'il s'agirait de matières naturelles qui se retrouveraient dans la nature. Dans les faits, ce n'est pas si simple affirme M. d'Almeida. Selon lui, pour la question de réglementation de l'usage des plastiques, on doit mettre en place un cadre contraignant ou encore un cadre incitatif à l'investissement pour permettre aux industriels de sortir un peu de cette vaste escroquerie qui consiste à dire qu'on fabrique du biodégradable. Alors que ce n'est pas la solution. Il propose donc de trouver le moyen de fabriquer des produits qui peuvent être des ressources qui peuvent être recyclés puisque même les producteurs refusent de l'in-

tégrer dans leurs processus et cela passe par la fiscalité. « Donc il faut investir dans les outils et technologies pour transformer notre économie. », conseille-t-il. Et, ajoute-t-il, « au niveau de la collecte et du traitement des déchets, si nous structurons la collecte et le traitement des déchets plastiques, nous pourrions donner le moyen de créer plusieurs entreprises de recyclage qui peuvent se professionnaliser dans ce processus de gestion des déchets. » Il faut noter que les plastiques conventionnels ne se recyclent pas de la même manière que les bioplastiques. Ces derniers finissent donc souvent en décharge avec le reste des déchets. Dans ces décharges, ils ont une chance de se dégrader sans oxygène, ce qui relâche paradoxalement du méthane (un gaz à effet de serre 23 fois plus puissant que le CO₂).

Avec vert-togo.com

Université de Lomé

Une conférence des doyens et directeurs installée

L'Université de Lomé (UL) s'est dotée d'un cadre de réflexion et de concertations pour appuyer les services et établissements dans leur mission : la conférence des Doyens et Directeurs de l'Université de Lomé.



Ce cadre de réflexion et de concertation a été mis en place la semaine dernière au cours d'un vote. Selon le site de l'UL, les opérations de vote ont été supervisées par la secrétaire générale de l'institution, Mme Marie Luce Mensah Attoh. Une vingtaine de Doyens et de Directeurs issus des différents Facultés, Écoles et Instituts de l'insti-

tion ont pris part au vote. A l'issue des opérations de vote, le doyen Akrawati Adjita a été élu président de la conférence des Doyens et Directeurs de l'Université de Lomé. Les Prof. Edinam Kola et Yaovi Ameyapoh, sont respectivement élus Vice-président et rapporteur. Ils sont investis d'un mandat de 03 ans. « La conférence est un cadre de réflexions

et de concertations entre les doyens et directeurs de l'UL. Elle essaiera d'apporter des solutions aux différents problèmes auxquels font face, au quotidien, les services et établissements dans l'accomplissement de leurs missions », peut-on lire sur le site de l'université de Lomé.

Avec icilome.com

Infrastructure

Bientôt un centre Olympafrica à Asrama

Une nouvelle étape dans la construction du Centre Olympafrica à Asrama (2^e du genre) vient d'être franchie : la pose de la première pierre.



● Asrama/ Pose de la première pierre du centre Olympafrica

La ministre en charge des Sports, Lidi Bessi-Kama a procédé samedi 20 février 2021, au lancement du projet de construction du centre Olympafrica à Asrama, après la construction de celui de Lomé. Elle était avec Gagou

Kokou et Diack Thierno, respectivement Vice-président du Comité National Olympique du Togo (CNO-Togo) et Directeur exécutif de la Fondation Internationale Olympafrica de Dakar, ainsi que des autorités locales. Deuxième du genre au

Togo, ce nouveau complexe sportif est « composé d'un terrain de foot, d'une piste d'athlétisme, d'un plateau multifonctionnel, d'un foyer polyvalent et d'un espace ludique pour enfants, vise à faciliter l'éclosion des talents et promouvoir l'olympisme », a souligné dans un twet le président de CNO-Togo, Déladem Akpaki. Il a par ailleurs remercié la ministre des Sport et la Fondation Internationale Olympafrica, « pour la confiance et l'appui multiforme à la formation et la vulgarisation des principes fondamentaux de l'olympisme au Togo ».

Avec icilome.com

Baromètres Togo

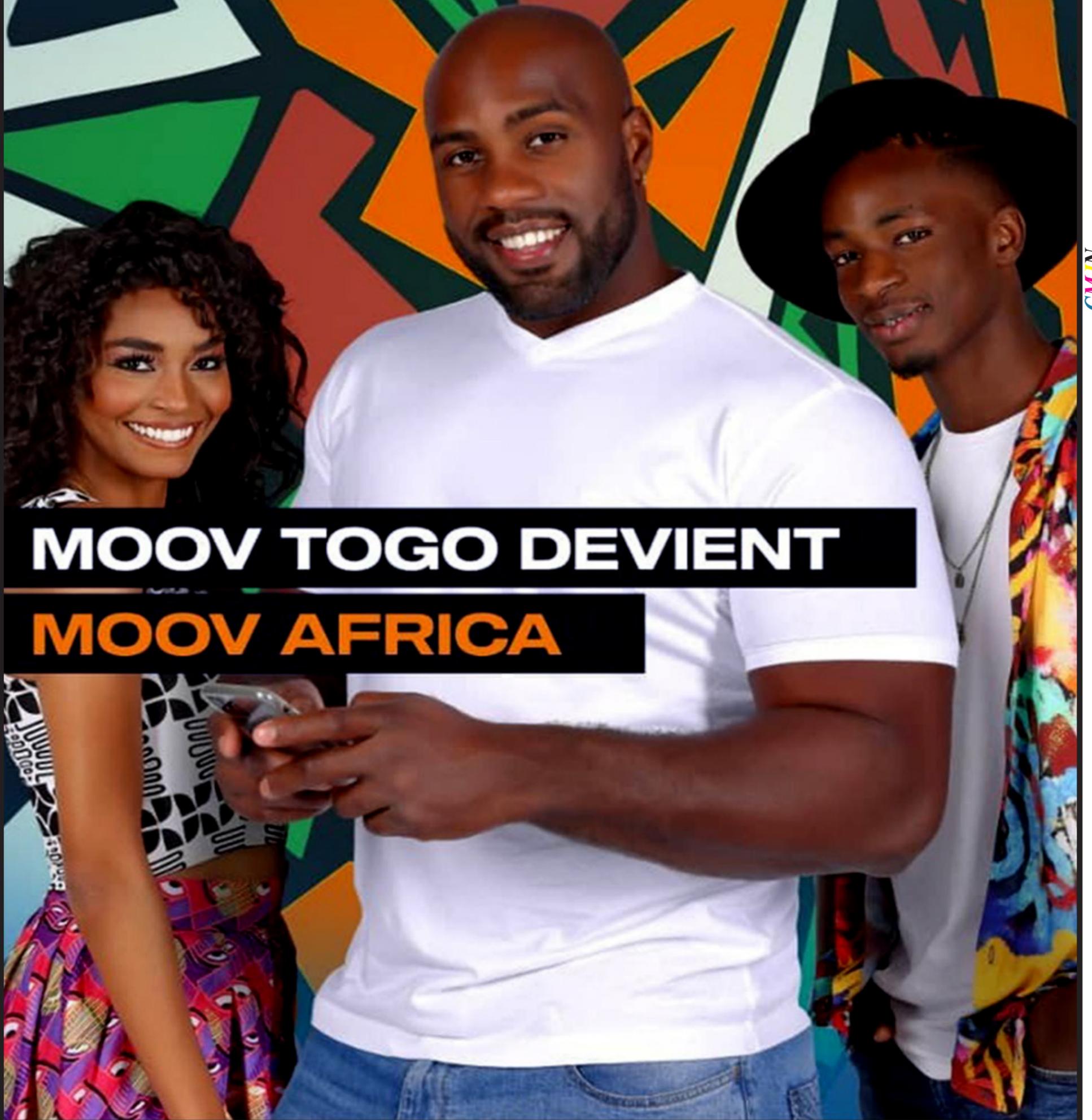
Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

REJOIGNEZ L'AVENIR

Moov
Africa



MOOV TOGO DEVIENT

MOOV AFRICA